

ANALYSE DES DEMARCHES « SANS ANTIBIOTIQUES » EN PRODUCTION DE POULETS EN FRANCE

Rousset Nathalie¹,

¹ITAVI – 41 rue de Beaucemaine – 22440 PLOUFRAGAN,

rousset@itavi.asso.fr

RÉSUMÉ

Les allégations « élevés sans traitements antibiotiques » pour le poulet sont apparues en France au début des années 2010, dans un contexte réglementaire évolutif et le pilotage d'un programme national de réduction des usages par le Ministère de l'agriculture. Elles s'appuient sur différentes filières de production et des stratégies de distribution. Sur la base d'entretiens avec différents acteurs de la filière, l'objectif de ce travail était de comprendre dans le cas particulier de la production de poulets de chair standard/certifié, le fonctionnement de ces démarches, et d'en analyser les facteurs de réussite, les atouts et limites. Les résultats de l'étude montrent qu'un long travail de formation, et d'accompagnement technique mais aussi moral, a été fourni dans ces démarches pour renforcer la technicité des éleveurs. Les informations recueillies soulignent par ailleurs l'importance de la formalisation des objectifs, et de l'engagement des différents acteurs de la filière pour la réussite de ces démarches. Néanmoins le « zéro antibiotique » peut être questionné vis-à-vis des limites qu'il présente en termes de bien-être animal, ou de sa pertinence vis-à-vis de la lutte contre l'antibiorésistance. L'équilibre économique de ces filières positionnées sur un produit abordable pour le consommateur est également interrogé, la revalorisation des surcoûts de production restant limitée pour tous les maillons et en particulier au niveau de l'élevage. Une évolution vers une approche plus systémique semble une voie à explorer, en dépassant les seuls indicateurs de soins, pour prendre en compte l'état de santé global du cheptel.

ABSTRACT

“Antibiotic-free” strategies in broiler production in France

In the early 2010s, in France, different claims "raised without antibiotic treatment" have appeared for chicken meat, in a context of changing regulatory framework, and the steering of a national program by the Ministry of Agriculture that aims reduce antibiotics uses. These claims are based on different poultry production sectors and different sales strategies. Interviews were conducted with different actors of the poultry sector for the particular case of standard/certified broiler production, to understand how these strategies work, and to analyse their success factors, their assets and limits. In the framework of these claims, training, technical and moral support was carried out on the long term, for all farmers, in order to improve their technical skills. The information collected also emphasizes the importance of formalizing objectives and the commitment of all actors of the value chain. Nevertheless, "zero antibiotics" can be questioned considering its limitations in terms of animal welfare and its relevance to the fight against antibioresistance. The economic equilibrium of these sectors, which are positioned on products that are affordable for consumers, is also questioned, as the revaluation of additional production costs remains limited. An evolution towards a more systemic approach seems to be explored, going beyond the unique indicators of care, to take into account the overall health of the flock.

INTRODUCTION

Depuis la fin des années 2000, l'usage des antibiotiques en médecine vétérinaire a été largement reconsidéré. En particulier, les plans Ecoantibio et la réglementation mis en place depuis 2012, ont impulsés une forte réduction des usages d'antibiotiques en particulier pour les filières d'élevage d'animaux de rente. Ainsi, en 2022, on constate une réduction de l'exposition des animaux aux antibiotiques de près de 52 %, et de près de 72 % pour les volailles (toutes espèces confondues) (Anses 2023).

Dans ce contexte, le projet ROADMAP (Rethinking Of Antimicrobial Decision-systems in the Management of Animal Production) financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme H2020-Sustainable Food Security, s'intéresse aux processus socio-économiques mais aussi techniques favorisant les transitions des filières d'élevage vers une utilisation prudente des antibiotiques. En particulier, le premier pilier visait à dresser un état des lieux par pays des mécanismes conduisant à la prévention des maladies et à l'usage d'antibiotiques dans les filières bovines, porcines, et avicoles. Dans ce cadre, en se concentrant sur la production de poulets de chair standard/certifié, une étude a été conduite par l'ITAVI afin de comprendre comment les démarches privées de réduction des antibiotiques se sont construites, leur fonctionnement, et d'en analyser les facteurs de réussite, les atouts et limites en terme de voie de transition des filières vers une réduction durable des usages d'antibiotiques.

1. MATERIELS ET METHODES

Pour réaliser cette étude, des entretiens individuels dits « semi-directifs » ont été conduits auprès de deux organisations de production (OP), d'un éleveur et président d'OP, d'un couvoir et d'un distributeur, complétés par 16 entretiens d'éleveurs de quatre organisations de production différentes, produisant pour la plupart du poulet lourd sexé. A noter que parmi ces 16 éleveurs, 9 d'entre eux sont engagés dans une démarche privée de réduction des antibiotiques. Au cours de ces entretiens, l'enquêteur liste à l'avance les thèmes qu'il souhaite aborder, mais il favorise l'expression spontanée, libre de l'enquêté afin de recueillir son avis sans biais. Un guide d'entretien avec des questions ouvertes et des relances est utilisé. Le contenu de chaque entretien est analysé thème par thème, afin d'identifier la diversité des discours pour chacun des thèmes (Kling-Eveillard et al, 2012). L'analyse croisée de l'ensemble de ces entretiens a permis d'appréhender plusieurs déterminants sociologiques et économiques existants à l'égard des usages d'antibiotiques en filière poulets de chair et d'étudier les différentes stratégies à

l'œuvre pour les diminuer. Les résultats de cette analyse vous sont présentés ci-après.

2. RESULTATS ET DISCUSSION

2.1 Une diversité de stratégies à l'œuvre

A partir des années 2010, plusieurs filières se sont engagées vers des stratégies de réduction des usages d'antibiotiques, qui se sont concrétisées entre autres, par la mise en place de filières proposant du poulet « élevé sans traitement antibiotique » (SA). La première allégation produit a été réalisée en 2013, sur du poulet Label Rouge. D'autres filières ont ensuite suivi le pas, sur des systèmes de production diversifiés (agriculture biologique, label Rouge, CCP, standard) et avec des revendications telles que communiquées au grand public variées (ex : « sans antibiotique », « moins de 1% des animaux traités en 2017 » « 90% des lots sans traitement antibiotique », « Interdiction des fluoroquinolones et de la colistine », « Pas d'antimicrobiens en prévention à l'exception des anticoccidiens » ...).

Ces démarches entrent dans le cadre conceptuel des démarches de progrès défini par Roguet *et al.* (2018) avec d'un côté les démarches initiées par les coopératives ou entreprises (pilotage amont), et de l'autre celles qui émanent du secteur aval des filières (industries agroalimentaires, distribution, restauration). Elles visent toutes à inciter à une mise en œuvre de pratiques allant au-delà des exigences réglementaires. Dans le contexte précis des usages d'antibiotiques, une distinction existe toutefois avec les démarches de « Bien-être animal », ces dernières ayant été apportées en réponse à des revendications de la société civile, des ONG, et non pas par anticipation d'une nouvelle contrainte réglementaire.

Les stratégies des distributeurs concernant cette allégation « sans antibiotiques » diffèrent : certains s'engagent sur un type de produit en lien avec une OP, d'autre s'engagent sur la totalité de leur marque MDD, d'autres encore vendent des poulets SA sous marques nationales.

Ces démarches privées s'inscrivent par ailleurs fréquemment dans un plan stratégique plus large tel que le plan RSE d'entreprise ou au sein d'un ensemble associant souvent bien-être animal et alimentation sans-OGM. Par ailleurs, on observe que la plupart de ces allégations sont faites en complément d'un signe officiel de qualité (CCP, Label Rouge, Bio). Aussi, le premium de prix pour ces cahiers des charges correspond généralement à un ensemble d'attributs de la qualité (bien-être, sans-OGM, gastronomique...).

La suite de l'article présente une analyse des facteurs de réussite de ces démarches lorsqu'elles sont conduites sur une production de poulet de chair standard ou certifié, ainsi que les limites identifiées au travers des entretiens (tableau 1).

2.2. Former, accompagner, investir dans les élevages

La formalisation des objectifs, et l'encadrement strict des protocoles de gestion de la santé animale au niveau de l'élevage se révèlent un levier important : « *je vois de grosses réduction d'antibiotiques mais aussi de grosses variations, liées à la politique plus ou moins ferme des responsables* ». Pour atteindre ses objectifs, l'organisation de production implique soit tous les éleveurs avec lesquels elle est en contrat « *potentiellement tous les éleveurs sont dans la démarche* », ou sélectionne une partie des éleveurs, en s'assurant du respect d'un cahier des charges à travers des audits indépendants, ou des audits clients « *Il faut être qualifié, il y a une grille d'audit qui qualifie l'élevage ou pas sur tout un tas de points* ». Les protocoles à suivre en cas de problème de santé sur un lot, ainsi que les modalités de recours aux antibiotiques sont définis avec un engagement formalisé de l'éleveur mais également de l'entourage technique et vétérinaire : « *il y a un protocole de première intention* », « *utilisation d'antibiotiques qu'en dernier recours en cas d'échec d'un traitement alternatif, c'est écrit dans le contrat, [...] signé par éleveurs et cabinets vétérinaires* », « *Avant d'utiliser un antibiotique on s'assure qu'un produit alternatif a été utilisé* ». En cas de non-respect des objectifs ou des bonnes pratiques la sanction est généralement stricte : « *si tu n'es pas dans le seuil, tu sors de la démarche* ».

La formation, le soutien technique et psychologique pour accompagner la transition, constituent également un levier primordial : « *il y a toujours une démarche d'accompagnement [...] on n'est pas à se dire on est le 30 juillet et à partir du premier janvier on interdit. Ça, ce n'est pas cohérent. Faut laisser le temps aux éleveurs d'avoir l'information. [...] de trouver des solutions* ». Ainsi, un gros travail de remise à niveau a été réalisé auprès des éleveurs par les techniciens et vétérinaires, en revenant sur des sujets techniques de base comme les protocoles de nettoyage et désinfection, la qualité de l'eau... : « *il faut bien voir que l'antibiotique venait pallier des carences en terme de technicité* », « *ça a été une remise en cause pour tous nos agriculteurs. On a revisité tous nos fondamentaux* ». Le technicien et/ou le vétérinaire doit alors être capable de jongler avec les différentes personnalités : « *Et puis après il y a tout le volet psychologique. C'est assez clair, on a des éleveurs qui ont un problème à j3 et qui vont mettre un traitement antibiotique tout de suite, et il y en a d'autres qui vont attendre* », résister à la pression, rassurer, temporiser : « *après il faut assumer la pression de l'éleveur* », « *il faut rester ferme, dire non* », « *C'est essentiellement de la pédagogie et de la psychologie* ». L'accompagnement dépasse alors la seule dimension technique pour aller sur le terrain relationnel qui apparaît ici primordial : « *Souvent nous nous attachons plus à notre technicien qu'à notre organisation de production* ». Par ailleurs, le

technicien et/ou le vétérinaire permet une prise de recul non négligeable sur la situation, et une mise en contexte par rapport à ce qui peut se passer dans d'autres élevages au même moment : « *C'est le regard extérieur. Nous sommes dans la ferme tous les jours. Le matin et le soir. Parfois on ne voit pas* », « *sur l'intensité du problème, sur sa connaissance de l'environnement sanitaire parce qu'il connaît les autres éleveurs du coin* ».

Au-delà de la révision des fondamentaux zootechniques, les éleveurs ont besoins **d'éléments objectifs, factuels sur l'efficacité des alternatives**, le coût-bénéfice des celles-ci, l'amélioration des performances engendrées par la réduction des antibiotiques, pour être plus confiants dans leur capacité à pouvoir faire autrement.

L'investissement matériel dans l'outil de production est par ailleurs reconnu comme nécessaire, à la fois pour faciliter le travail et le rendre plus supportable dans le temps : « *il faut avoir un super matériel parce que quand on a une tâche que l'on fait souvent, si la tâche est dure, ça ne va pas durer des années* », mais aussi pour être plus performant dans le suivi zootechnique des lots : « *on a eu des investissements [...] qui nous ont fait remonter [i.e résultats techniques]* ». Un soutien à l'investissement bien que partiel a pu être mis en place par certaines OP pour le déploiement de mesures prophylactiques, ou l'achat d'équipement : « *il y a certaines stratégies de prophylaxies (vaccin) qui coûtent cher, des systèmes de traitement d'eau qui coûtent cher, moi je les finance en partie aussi* ».

2.3. L'importance de tous les maillons de la chaîne de production

Tous les maillons de la chaîne de production ont été mis à contribution **pour renforcer leur technicité et la qualité des intrants fournis aux élevages** : « *tous les maillons doivent être acteurs et performants* », « *Imagine, tu as un 'coli' dans ton couvoir cela se répercute. Un aliment avec une mauvaise digestibilité et qui crée des problèmes d'entérite. Un fournisseur de vaccin qui ne fournit plus, on a des phases de stress* ».

Le dialogue entre l'amont et l'aval pour prendre en compte les contraintes techniques, laisser le temps et la souplesse nécessaire pour réaliser la transition est également important : « *on a travaillé les cahiers des charges avec les producteurs, en toute transparence et essayer de trouver des leviers avec les filières pour aborder des vrais plans de progrès. Pas forcément des obligations de résultats systématiques* ».

2.4 Une revalorisation limitée des surcoûts de production

Ces démarches, appliquées à la production de poulets de chair standard/certifié telle qu'étudiée dans le cadre de cette enquête, **entraînent inexorablement des surcoûts de production** au niveau de tous les maillons, et en particulier, au niveau de l'élevage

(augmentation de charges de travail, litière..., et baisses des performances zootechniques) : « Ça augmente les coûts de la charge de travail [...] entre 1000 et 1200 € par lot pour le coût de la litière, et si je devais mettre de la sciure ça me coûterait 2000 € ! », « la performance zootechnique de croissance qui n'est pas la même. Les indices sont plus élevés, la mortalité un peu plus aussi, les animaux vivent plus longtemps. ». **Or la revalorisation de ces surcoûts reste limitée** : « c'est de la revalorisation jusqu'à une certaine limite. [...] au bout d'un moment on a quelque chose qui n'est plus acceptable par le consommateur ». C'est sans doute particulièrement le cas lorsque ces démarches restent positionnées sur un produit abordable pour le consommateur que l'on pourrait qualifier de « standard plus », et non pas comme un produit de luxe à haute valeur ajoutée : « on s'est dit comment on peut continuer à produire de la volaille mais sans être en confrontation directe avec le premier prix ».

2.5 Une fragilisation de la situation économique des éleveurs

Du fait de cette hausse des charges, les éleveurs ont souvent l'impression de perdre en rémunération : « ça diminue la marge, à chaque fois c'est moins, et ça va vite, moins 12 €, moins 15 € la tonne, ça va vite », « pour faire simple, ça ne paye pas le travail qu'on fait ». En cas de pathologie sur le lot, un choix est à opérer entre traiter et perdre la prime liée à la démarche, ou supporter les pertes dues à la mortalité : « C'est un choix économique, il vaut peut-être mieux perdre la prime et perdre moins d'animaux et sauver le lot. ». Les éleveurs en début de carrière n'ont pas le droit à l'erreur sous peine de se retrouver dans des situations économiques compliquées : « c'est assez compliqué la situation par ce que on a eu une très bonne 1^{ère} année qui fait que l'on a été peut-être trop confiant, donc on a fait beaucoup d'investissement par rapport à ce qu'on nous demandait, ce qui fait que quand ça s'est cassé la figure, on s'est dit comment on va faire ».

Cette fragilisation économique peut générer une certaine amertume et découragement : « On s'est dit qu'on allait répondre à la demande des consommateurs, qu'on allait produire mieux [...] depuis quatre ans, les prix ont baissé... et on n'a plus de contraintes et une rentabilité plus faible... au final, l'équation est difficile ! », et être propice à la création d'un environnement relativement anxiogène : « C'est aussi une source de stress, on n'a pas le droit à l'erreur avec un poulailler comme celui-ci ».

2.6 Le « zéro antibiotique » difficile à soutenir

Même si tous les efforts techniques sont mis en œuvre pour prévenir les pathologies, le risque « zéro » n'existe pas, et cela implique nécessairement des situations où l'éleveur se retrouve à devoir soigner un animal malade : « Ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de temps en temps des problèmes

pathologiques ou un traitement est utile. Il ne faut pas s'affranchir totalement des antibiotiques car à un moment on en a besoin. ». L'objectif du « zéro antibiotique » questionne donc en terme éthique en lien avec le respect du bien-être animal : « le danger c'est d'arriver à tolérer trop de mortalité parce qu'on ne veut pas traiter, avec parfois des dérives chez des éleveurs voulant trop bien faire ». Cependant, discerner les situations où le traitement s'avère nécessaire, sans pour autant que cela vienne d'une défaillance technique de l'éleveur, est parfois délicat : « La grosse difficulté de nos métiers aujourd'hui c'est de bien définir le seuil à partir duquel on peut traiter et celui où on peut accepter le non-traitement, et où on sait que ça va passer. ».

L'allégation du « sans antibiotique » sur les produits, implique donc la coexistence permanente d'autres débouchés permettant le déclassement de lot ayant finalement été traités pour gérer une pathologie. Cela implique des marges de sécurité à tous les niveaux de la chaîne de production (nombre de lots mis en place et volumes abattus) afin de pouvoir fournir les volumes « sans antibiotiques » requis, ce qui est possible dans une certaine limite de volumes : « Si demain mon marché passe à 90% sans antibiotique, il y a un basculement, et je suis obligé de mettre en œuvre des mesures préventives d'assurance pour être sûr de produire les volumes pour mon abattoir. Et l'abattoir pour s'assurer va congeler des produits pour être sûr si l'OP est défaillante, de fournir des lots, ce qui diminue la rentabilité. Tout le monde s'ajuste et met des marges de sécurité. ».

CONCLUSION

Dans un travail réalisé en production Label Rouge, Adam et al. (2020) ont montré, de façon similaire à ce que nous avons développé dans cet article, que l'engagement des éleveurs dans une démarche collective, formalisée et encadrée, constituait un moteur puissant au changement en matière de réduction des antibiotiques, plus que les seules motivations individuelles. La notion d'implication de toute la chaîne de production est également soulignée, ainsi que la nécessité d'une transition progressive. Dans une synthèse sur l'influence des facteurs socio-psychologiques sur l'usage des antibiotiques, Fortané et al. (2019) précise qu'au niveau des éleveurs, outre les connaissances et attitudes vis-à-vis des antibiotiques et du risque d'antibiorésistance, les traits de personnalité, l'identité professionnelle et la représentation du métier d'éleveur jouent un rôle important. L'importance du soutien de l'entourage technique et vétérinaire est également souligné, ainsi que les mécanismes de coordination entre ces différents acteurs.

Du point de vue du consommateur, le consentement à payer pour ce type d'allégation peut être par ailleurs questionné. En effet, les démarches « sans » (antibiotiques, OGM...) s'inscrivent selon Roguet et

al. (2018) dans une stratégie dite de « requalification » ayant pour objectif d'atténuer une caractéristique négative. Elles viennent ainsi rendre la confiance, rassurer sur des produits pour lesquels une perception négative est associée. L'expertise scientifique collective de Dumont *et al.* (2016) tend à confirmer que le consentement à payer pour la qualité sanitaire est généralement faible dans le secteur de l'élevage, la santé étant un bien public fortement réglementé et un prérequis pour le consommateur. Dans cette perspective, les démarches de réduction des antibiotiques, présentent certes des atouts indéniables pour impulser et accompagner la transition des filières d'élevage vers un usage prudent des antibiotiques bien que les freins économiques et leur répercussion sur l'attractivité du métier d'éleveur ne sont pas à négliger. Les dérives éthiques possibles d'un objectif porté sur le « zéro antibiotique » ou sur l'interdiction de certaines molécules questionnent également sur la pertinence des indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis. Une évolution vers une approche plus systémique, avec des

indicateurs portant plus sur l'état de santé du cheptel et non pas seulement sur des indicateurs de soins semble une voie à explorer. Il pourrait s'agir de mieux définir le statut sanitaire de l'élevage, préciser les critères d'alerte sanitaire et les seuils adaptés, et sans doute améliorer la détection précoce des signaux faibles pour anticiper au maximum la gestion des problèmes de santé.

REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier l'ensemble des participants à cette étude, ainsi que le programme H2020-Sustainable Food Security, qui a permis le financement du projet ROADMAP (Rethinking Of Antimicrobial Decision-systems in the Management of Animal Production). Cette publication ne reflète que le point de vue de l'auteur, et l'Union européenne ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait en être faite ou des informations qui y sont contenues.

Tableau 1 : Synthèse des facteurs de réussite, freins, intérêts et limites des démarches « sans antibiotiques » en production de poulets standard/certifié en France

Facteurs de réussite	Freins
– Formalisation des bonnes pratiques et des objectifs pour garantir l'engagement – Formation et montée en compétence technique – Investissement matériel pour soutenir le changement dans la durée – Prise en compte de la dimension psychologique dans l'accompagnement des éleveurs pour faire – Implication de tous les maillons de la chaîne de production	– Revalorisation limitée des surcoûts de production pour tous les maillons – Découragement, stress des éleveurs, parfois contreproductifs
Intérêts	Limites en particulier du « zéro antibiotique »
– Répercussions positives (accompagnement, formation, montée en technicité) sur l'ensemble de la production de poulets de chair même pour les éleveurs hors démarche	– Dérives éthiques possibles du « zéro antibiotique » – Cohabitation nécessaire de débouchés « sans » et « avec » difficilement soutenable sur de gros volumes

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anses, 2023. In: Suivi des ventes de médicaments vétérinaires contenant des antimicrobiens en France en 2022. Rapport annuel (Anses-ANMV edit.), pp99.
- Adam, C., Fortané N., Christian Ducrot C., et Paul. M., 2020. Front. Vet. Sci. (7), 548483.
- Dumont B., Dupraz P., et al., 2016, In: Rôles, impacts et services issus des élevages en Europe. Chapitre 5.7: contribution des filières animales à la valeur ajoutée (INRA edit.), pp1032.
- Fortané N., Ducrot C., Paul M., 2019, 13ème JRA, 5.
- Kling-Eveillard F., Frappat B., Couzy C., Dockès A-C.. 2012. In: Les enquêtes qualitatives en agriculture. De la conception à l'analyse des résultats. (Idele edit), pp 95.
- Roguet, C, Marion, C, Magdelaine, P, Dockès, AC, 2018. NESE (44), 7-35.

